

# Le quartier de la Croix d'Argent se mobilise pour sauver son centre social

## MONTPELLIER

Personnels et habitants se sont rassemblés le 8 avril devant le centre social de la Croix d'Argent géré par l'Adages. Ce lieu de vie crucial au sein d'un quartier prioritaire de la ville est menacé de fermeture courant 2025 du fait d'un déficit important. De même que les centres sociaux Adages des Sabines à Montpellier et de la Devèze à Béziers.

**P**our nous, c'est comme une famille. On se sent bien quand on vient là », confient Malika et Aïda, deux mamans du quartier Croix d'Argent venues participer, le 8 avril, au rassemblement organisé par la CGT Adages 34 et SUD Santé Sociaux 34 en soutien aux salariés du centre social Espace Famille, géré par l'Adages. Les deux amies racontent l'aide apportée pour les démarches administratives, les cours pour apprendre le français, les sorties avec les enfants... « Nous avons trouvé ici quelque chose pour nous soutenir au quotidien. On aimerait tellement que ça continue... »

Créé par la CAF dans les années 1960 et géré depuis 21 ans par l'Adages, ce centre social est aujourd'hui menacé de fermeture pour des raisons finan-



De nombreux habitants de la Croix d'Argent ainsi que des personnels et partenaires du centre social, se sont rassemblés mardi 8 avril en soutien à ce lieu de vie incontournable du quartier. PHOTO A.G.

cières. « On a un déficit qui court depuis très longtemps, mais fin décembre, la direction nous a annoncé qu'il fallait qu'on ait un plan de retour à l'équilibre d'ici le mois de juin, faute de quoi on serait contraints de fermer l'établissement », rapporte Laure Ouedraogo, référente famille depuis 15 ans sur le centre et élue du CSE.

### « Un lieu de mixité »

« On est très inquiets pour les personnes qu'on accompagne, soit à peu près 600 adhérents chaque année, sans compter les personnes qui fréquentent les associations qui donnent des cours ici », poursuit-elle. Le centre social reçoit également, dans le cadre de son espace jeunes,

200 adolescents, « qui peuvent venir ici après les cours, les week-ends, les vacances scolaires ».

« On travaille beaucoup sur le décrochage scolaire, en lien avec les établissements scolaires », explique Julie, animatrice responsable jeunesse. « Ces 200 jeunes, qu'est-ce qu'on va en faire ? On va leur laisser la place dans la rue quand on aura fermé ? », interroge Perrine Deleuze, représentante de la CGT et élue au CSE. « Ce quartier est passé en QPV [quartier prioritaire de la ville, Ndlr] en janvier 2024, il y a juste un peu plus d'un an. Aujourd'hui, comment peut-on imaginer retirer aux habitants un tel équipement ? Il y a des personnes âgées qui viennent apprendre à se ser-

vir d'une tablette, il y a l'aide aux devoirs et l'aide à l'accès aux droits, il y a les personnes qui viennent apprendre à parler français... Ce lieu a été pensé avec un réseau de compétences », insiste la représentante syndicale.

S'agissant des salariés, « on nous dit qu'on pourrait éventuellement être reclassés dans d'autres établissements, mais il faut qu'il y ait des postes, qu'ils correspondent à nos diplômes. Nous sommes beaucoup dans l'animation socio-culturelle, or l'Adages est plutôt sur le champ du handicap. Donc ce n'est pas tellement notre profil qu'ils recrutent », indique Laure Ouedraogo.

Ce problème de déficit struc-

turel concerne également deux autres centres sociaux gérés par l'Adages aux Sabines à Montpellier et à La Devèze à Béziers, dans la même difficulté et la même injonction de trouver une solution en urgence. « Le déficit annuel s'élève à 200 000 euros sur les trois établissements », détaille l'élue au CSE. Soit des sommes considérables. La situation ne s'explique pas par un désengagement des financeurs (CAF - financeur principal, mairie, Département de l'Hérault, État), « mais il y a un manque global de financements qui pèse sur tout le monde du social, de la culture, de l'éducation », considère Perrine Deleuze. « La direction se met à réfléchir à des solutions tardivement », déplore-t-elle. « Je suis convaincue que les gens du terrain sont aptes à repenser le modèle d'un centre social. L'éducation populaire aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Il y a des possibilités d'activités solidaires, profil bar associatif ou autre, qui permettraient aussi un autofinancement », poursuit la représentante CGT.

« Il y a encore de la mixité dans ce quartier, mais elle va disparaître. Des familles mettent leurs enfants à l'école privée, on le sait. Le centre social est un lieu de mixité. S'il ferme, les gens ne se rencontreront plus dans ce lieu », alerte-t-elle. « Il faut que tout le monde se mette autour de la table. Est-ce que les pouvoirs publics ont le souhait de sauver ce lieu dans un quartier de Montpellier encore agréable et viable ? »

Amélie Goursaud

L'odève fait bloc pour des urgences en continu